



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE PRIVÉE**

**EN APPLICATION DES ARTICLES R.2124-2,1° et R.2161-2 à R.2161-5  
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Maître de l'ouvrage/ Acheteur :**

**ETAT - MINISTERE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France**

**Conducteur d'opération/Représentant de l'acheteur :**

**SID/IDF – Sous-direction Investissements  
Adjoint à la sous-direction investissement chargé de la conduite**

**Objet du marché :**

**MONTLHERY (91) – Quartier Mayence  
Réhabilitation d'une zone technique  
Marché de maitrise d'œuvre privée**

**DAF\_2024\_000970**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS .....</b>	<b>4</b>
1-1-OBJET DU MARCHÉ .....	4
1-2-TITULAIRE DU MARCHÉ.....	4
1-3-SOUS-TRAITANCE .....	5
1-4-REPRESENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
1-5-CONTROLE TECHNIQUE.....	5
1-6-ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION (OPC).....	5
1-7-COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS .....	5
1-8-COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE .....	6
1-9.    DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA DÉFENSE. ....	6
1.10.    PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (RGPD) .....	9
1.11.    FORMES DE NOTIFICATIONS DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS.....	10
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 3 – MISSION CONFIEE AU MAÎTRE D'ŒUVRE.....</b>	<b>13</b>
3-1- MISSION DE BASE .....	13
3-2 MISSIONS COMPLÉMENTAIRES .....	13
<b>ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ DURANT LA PHASE ETUDES .....</b>	<b>13</b>
4-1-ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES.....	14
4-2-TRANSMISSION DES DOCUMENTS D'ETUDES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE .....	15
<b>ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ DURANT LA PHASE TRAVAUX .....</b>	<b>16</b>
5-1-VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE.....	16
5.1.1. VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUELS DES ENTREPRENEURS.....	16
5-1.2-VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR .....	16
5-1.3- PENALITES POUR RETARD DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES.....	17
5-2-VISA DES ETUDES FAITES PAR LES ENTREPRENEURS .....	17
5.3. INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION .....	17
5.4-AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXECUTION DES TRAVAUX .....	17
5.4.4. PROCES-VERBAUX DES OPR.....	18
5.4.5. DOSSIERS DE FIN DE TRAVAUX (DOE - DUEM) .....	18
5.5. AUTRES PENALITES .....	19
<b>ARTICLE 6 - FORFAIT DE REMUNERATION.....</b>	<b>19</b>
6-1-MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION .....	19
6-2-DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
<b>ARTICLE 7– ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE. ....</b>	<b>20</b>
7-1-ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE AVANT LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	20
7-2-ENGAGEMENT DU MAÎTRE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	21
<b>ARTICLE 8 – REGLEMENT DES COMPTES DU MAÎTRE D'ŒUVRE .....</b>	<b>22</b>
8-1-AVANCE.....	22
8-2-ACOMPTES.....	22
8-3 ECHEANCIER DE PAIEMENT DES ACOMPTES.....	23
8-4- REMUNERATION DES ELEMENTS DE MISSION .....	26
8-5- ÉTAT D'ACOMPTE .....	27
8-6- PAIEMENT PARTIEL ET SOLDE .....	27
8-6-1 - PAIEMENT PARTIEL.....	27
FACTURE PARTIELLE.....	27
PAIEMENT PARTIEL.....	27
8-6-2 SOLDE .....	27
FACTURE FINALE .....	27

SOLDE.....	27
8-7 - PRESENTATION DES FACTURES.....	27
8-8- DELAIS GLOBAUX DE PAIEMENT .....	28
8-9-INTERETS MORATOIRES .....	28
8-10-REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT .....	28
8-10-1. EN CAS DE COTRAITANCE.....	28
8-10-2. EN CAS DE SOUS-TRAITANCE. ....	29
<b>ARTICLE 9 – MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>29</b>
9-1 MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ .....	29
9-2-REVISION DU PRIX DU MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE .....	29
<b>ARTICLE 10 – FIN DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE .....</b>	<b>30</b>
10-1-ACHEVEMENT DE LA MISSION .....	30
10-2- CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHÉ (CBEM). ....	30
10-3-RESILIATION .....	30
<b>ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>31</b>
11.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES .....	31
11.2. SAVOIR-FAIRE.....	31
11.3. REGIME DES RESULTATS .....	31
<b>ARTICLE 12 – MODIFICATIONS APPORTEES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ DE MAITRISE D'ŒUVRE. ....</b>	<b>31</b>
12-1 NATURE DES MODIFICATIONS .....	31
12.2 RAPPORT DU MAITRE D'ŒUVRE.....	32
12.3 DECISION DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	32
12.4 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE CONCEPTION.....	32
12.5 CONSEQUENCES DES MODIFICATIONS EN PHASE EXECUTION DES TRAVAUX.....	33
<b>ARTICLE 13 – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS.....</b>	<b>33</b>
13-1. ASSURANCES.....	33
13-2. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	33
<b>ARTICLE 14 - DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>34</b>
<b>ARTICLE 15 - EXECUTION DES PRESTATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2112-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....</b>	<b>34</b>
15-1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES .....	34
<b>ARTICLE 16 - DEROGATIONS AU CCAG MOE .....</b>	<b>36</b>

## Article premier - Objet du marché - dispositions générales - intervenants

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales Maîtrise d'œuvre (C.C.A.G MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Préambule : Le maître d'ouvrage est l'acheteur pour le compte duquel les prestations objet du marché sont réalisées par le maître d'œuvre.

### 1-1-Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte l'ensemble des clauses applicables au marché de maîtrise d'œuvre **pour la réhabilitation de la zone technique du quartier Mayence du terrain d'entraînement de Montlhéry (91).**

L'ouvrage bâtementaire à réaliser est une opération de réhabilitation.

Description succincte :

Le 121ème Régiment du Train (RT) occupe une grande partie du terrain d'exercice d'entraînement de Linas-Montlhéry, en Essonne. Le terrain comprend plusieurs quartiers, dont le quartier Mayence. Ce quartier accueille une vaste zone technique dédiée à l'entretien des véhicules du 121ème RT, dont les infrastructures datant des années 80 n'ont jamais été rénovées.

Compte tenu non seulement de la vétusté des installations, mais aussi de l'évolution du parc de véhicules et des techniques d'entretien, le 121ème RT a décidé de lancer une opération de réhabilitation de la zone technique du quartier Mayence.

L'opération a pour but de :

- Centraliser sur la zone technique du quartier Mayence l'ensemble des fonctions « maintenance » du régiment (certaines activités sont actuellement effectuées sur d'autre quartier du terrain d'entraînement) ;
- Rationaliser les surfaces dédiées à ces activités en mutualisant certains locaux et équipements ;
- Rénover l'ensemble des installations « ateliers » du régiment, y compris locaux annexes (bureaux, sanitaires, vestiaires, etc.) ;
- Rénover l'aire de lavage existante ou créer une nouvelle aire près de la zone technique.

Sous réserve :

- De réutiliser au maximum les bâtiments existants afin d'accueillir l'ensemble des ateliers (partie mécanique et partie multi-techniques) ;
- D'étendre le périmètre initialement prévu en déconstruisant les hangars non utilisés à l'entrée de ladite zone afin de construire un bâtiment neuf permettant d'accueillir le banc de freinage ainsi que l'aire de lavage.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### 1-2-Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP sous le nom « le maître d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement. À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché sont valablement faites au siège social du titulaire du marché, jusqu'à ce qu'il ait fait connaître au représentant de l'acheteur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Conformément à l'article 12 du C.C.A.G MOE, en cas de groupement, le mandataire devra être solidaire de chacun des autres membres du groupement.

### 1-3-Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique et 3.6 du CCAG MOE.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, une **déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder à la commande publique.**

### 1-4-Représentant de l'acheteur

En précision de l'article 3.3 du C.C.A.G MOE, au sein de la maîtrise d'ouvrage, l'acheteur désigne l'adjoint à la sous-directrice Investissements chargé de la conduite, représentée par le chef du bureau conduite des opérations de Versailles, comme personne physique habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché, dès sa notification.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

### 1-5-Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront soumis au contrôle technique, dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978 modifiée le 9 juillet 1996.

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique, dont les coordonnées seront communiquées une fois le marché notifié.

Le maître d'œuvre doit tenir compte dans ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation des ouvrages.

### 1-6-Ordonnancement, pilotage, coordination (OPC)

L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux seront assurés par le titulaire du présent marché.

### 1-7-Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent CCAP, relève de la **catégorie 1** au sens de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, tant en phase conception qu'en phase réalisation, à un coordonnateur dont le nom sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre devra fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur est soumis au maître de l'ouvrage.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration du/ des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées à l'article R 238-40 du Code du Travail seront remplies.

#### 1-8-Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission est assurée par le titulaire du présent marché.

#### 1-9.Dispositions particulières à la défense.

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire au site du 121<sup>ème</sup> Régiment du Train (Quartier Mayence) situé à MONTLHERY (91).

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que ce site est un terrain militaire tel que définie à l'article R.413-5-1 et R.644-1 du code pénal.

Le maître d'œuvre doit en conséquence, se conformer aux stipulations du C.C.A.G MOE notamment en son article 5.3.

##### 1.9.1 Obligation de confidentialité et de sécurité

Tout le personnel de la société ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et prestations concernées.

En application de l'article 5.1 du CCAG MOE, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers. Il doit notamment informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit aussi s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le maître d'œuvre aura à se conformer aux prescriptions particulières d'accès au site (règlements intérieurs, contrôle d'accès, agrément préalable des personnels, refus d'accès de certains de ses personnels...) sans pouvoir prétendre à prolongation du délai d'exécution ou à rémunération supplémentaire.

##### 1.9.2 Contrôle des accès

L'entreprise est informée que certains documents sont nécessaires avant toute exécution des prestations et notamment l'agrément des demandes d'enquête administrative (contrôle primaire), qui sont transmises lors de la période de préparation.

Le contrôle est effectué dans un délai moyen de deux mois. Le délai de délivrance des autorisations par la personne publique peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères.

Le ministère des Armées ne saurait être tenu pour responsable des conséquences d'un allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisations qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel faisant l'objet de cette demande

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

Les dispositions suivantes seront notamment appliquées :

#### **Contrôle nominatif**

Une liste nominative des personnels participant au présent marché sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant de l'acheteur. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, il sera exigé à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, ne pourra participer aux prestations du présent marché.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie pour les prestations sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Les personnes, n'étant pas mentionnée sur la liste, se verront refuser l'accès au site.

#### **Contrôle des accès**

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par l'autorité responsable du site. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée au représentant de l'acheteur dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

#### 1.9.3. Classification du contrat

Sans Objet.

#### 1.3.2.3. Dispositions applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » désignés à l'annexe A.

1. Les informations objet des documents et supports désignés à l'annexe A, sont la propriété du ministère des armées, sauf mention expresse particulière.

2. Le titulaire s'engage :

- à ne communiquer ces informations et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
- à retranscrire les obligations du présent article à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du présent marché ;
- à ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de la personne publique ;
- à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du présent marché, aux informations contenues dans les documents et supports désignés à l'annexe A, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans le présent article.

3. Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.

4. Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article même après achèvement ou résiliation du marché, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

5. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

6. Les documents et supports désignés en annexe A et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », qui n'ont pas été remis au titulaire lors de la procédure de passation du marché, lui seront remis par la personne publique en phase exécution du marché .

7. Les documents et supports désignés en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 et 9bis, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire. La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le titulaire et communiquées par ce dernier à la personne publique sur simple demande.

8. Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports figurant en annexe A et désignés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 et 9bis, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions du paragraphe 10.

9. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte », doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution du marché.

9bis. Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, dates et lieux de naissance.

10. Le titulaire s'engage à transmettre les documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 et 9 bis, uniquement :

- A l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;
- A l'extérieur :
  - o sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
  - o par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par un moyen garantissant la bonne réception du document ;
  - o par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

11. Pour le traitement, le stockage ou la transmission des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission du type logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

12. A l'issue des opérations de vérification, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- détruire les documents et supports figurant en annexe A et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 et 9 bis (y compris, le cas échéant, à exiger la destruction de celles réalisés par les sous-contractants) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;
- à transmettre à l'acheteur public par mail dans un délai de 15 jours à compter de la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le document visé à l'article 9bis, identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs, signé par un de ses représentants, à défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur public, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant hors taxes du marché ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par avenant ou, à défaut du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.



### **1.9.3.1. Dispositions générales**

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG MOE, et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants:

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.

### **1.9.3.2. Obligations du titulaire.**

Le titulaire reconnaît :

- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (en annexe) par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Le titulaire s'engage :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 32 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves d'avoir remplis les obligations citées dans le paragraphe précédent.

## **1.10. Protection des données à caractère personnel (RGPD)**

Les dispositions contractuelles s'appliquant en la matière sont définies à l'annexe 1 du présent CCAP.

## 1.11. Formes de notifications des documents et informations

### 1.11.1. Communication au titulaire

L'ordre de service (OS) est le mode de correspondance du représentant de l'acheteur avec l'entreprise titulaire du marché de maîtrise d'œuvre pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Cette durée s'étend de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux.

Conformément à l'article 3.1.1 du C.C.A.G. MOE, les décisions pourront être notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé, soit par voie dématérialisée via la plateforme des achats de l'Etat.

### 1.11.2. Définition et objet des ordres de services

Conformément à l'article 2 du CCAG MOE, l'ordre de service est la décision du représentant de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG MOE, l'ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté par le représentant de l'acheteur.

L'OS est adressé au maître d'œuvre ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple.

Le titulaire retourne immédiatement un exemplaire au représentant de l'acheteur après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Si l'ordre de service appelle des réserves de la part du titulaire, celui-ci doit, sous peine de forclusion, adresser par écrit avec l'ordre de service correspondant, l'objet de sa réserve au représentant de l'acheteur conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G. MOE.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG MOE, aucune observation du titulaire ne justifie la suspension du délai d'exécution d'un ordre de service à l'initiative de ce dernier.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG MOE, le représentant de l'acheteur procède au paiement des prestations supplémentaires ou modificatives demandées par ordre de service, objet de prix provisoires, suite à la conclusion d'un avenant.

### 1.11.3. Expédition des ordres de service aux titulaires des marchés de travaux.

Dans le cadre des éléments de mission DET, AOR et la mission d'assistance au suivi de GPA le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du ou des entrepreneur(s).

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG MOE, l'ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté par le maître d'œuvre ou son représentant, et adressé aux entrepreneurs dans un délai de sept (7) jours.

L'OS est adressé aux titulaires des marchés de travaux sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple par le maître d'œuvre.

Une copie de chaque OS à destination de l'entrepreneur est adressée au représentant de l'acheteur par le maître d'œuvre sous forme dématérialisée (courriel).

Un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre qu'au vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage. Dans ce cas, l'ordre de service ne comporte que la transmission de ces décisions à l'entrepreneur, décisions ayant pour effet de modifier les délais d'exécution des travaux ou leur prix, notamment dans les cas suivants :

- la notification de la date de commencement de la période de préparation,
- la notification de la date de commencement des travaux,

- la notification des prix provisoires et /ou nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou des travaux non prévus,
- les prestations supplémentaires ou modificatives,
- les prolongations du délai d'exécution des travaux,
- les décisions de poursuivre,
- l'interruption ou l'ajournement des travaux,
- La modification de la masse de travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,
- La notification du décompte général.

Dans le cas d'une notification aux titulaires des marchés de travaux de décisions qui font courir un délai ou établissent un point de départ pour des pénalités, les ordres de service seront notifiés par la maîtrise d'œuvre soit sous forme dématérialisée (courriel), soit par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché, soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé daté et signé.

Durant la période d'exécution des marchés de travaux et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA), le maître d'œuvre conserve les ordres de service originaux et tient une liste de ces ordres à jour. Celle-ci doit pouvoir être communiquée à tout moment au maître de l'ouvrage sur sa demande.

## Article 2 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE, les pièces mentionnées ci-après prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles. L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

### Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Annexe RGPD relative à protection des données à caractère personnel ;
  - Annexe 2 : Guide de démarrage - EP - déclarer un SST ;
  - Annexe A : Liste des documents portant la mention « Diffusion Restreinte ».
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :
  - Annexe A : Programme et ses annexes :
    - 1-4\_Annexes 1 à 4 => (4 documents)
    - 5-6\_Annexes 5 et 6 => (2 documents) Diagnostic qualitatif et capacitif de l'alimentation électrique + déserte électrique)
    - 7\_Annexe 7 => Diagnostic géotechnique G5
    - 8\_Annexe 8 => Étude historique et technique de pollution pyrotechnique
    - 9\_Annexe 9 => Plan de répartition des installations classées (ICPE\_IOTA)
    - 10\_Annexe 10 => Diagnostic structure
    - 11\_Annexe 11 => (2 documents) Repérage tous réseaux et relevés topographiques + réseau canalisations gaz
    - 12\_Annexe 12 => fiche d'expression des besoins en travaux d'infrastructure préliminaires à la prestation SIC
    - 13-14\_Annexes 13 et 14 => (2 documents) Plan-Banc\_Freinage + Spec-Banc\_Freinage
    - 15\_Annexe 15 => Recommandations pour l'utilisation, l'aménagement et la rénovation de fosses de visite pour véhicules et engins
    - 16\_Annexe 16 => Recueil de 21 rapport amiante et plomb sur l'ensemble de la zone (21 documents)
  - Annexe B : Estimation financière travaux \_ Programme (les montants ne sont donnés qu'à titre indicatif et n'ont pas fait l'objet d'une réactualisation depuis 2023).

- Annexe C : Carnet de plans :
  - 01 : Plan du référentiel – niveau rez-de-chaussée (411)
  - 02 : Plan du référentiel – 1er niveau (411)
  - 03 : Plan du référentiel – niveau rez-de-chaussée (412)
  - 04 : Plan du référentiel – 1er niveau (412)
  - 05 : Plan du référentiel – niveau rez-de-chaussée (429)
  - 06 : Plan du référentiel – 1er niveau (429)
  - 07 : Plan du référentiel – niveau rez-de-chaussée (430)
  - 08 : Plan du référentiel – niveau rez-de-chaussée (435)
  - 09 : Plan du référentiel – 1er niveau (435)
- Annexe D : Charte graphique SID (3 documents)
  - Cahier des Normes Graphiques du SID\_EXPL EXTERNE 06-12-2021.pdf
  - Fichier prototype charte graphique SID 12-2021.dgn
  - Fichier prototype charte graphique SID 12-2021.dwg
- Annexe E : liste des livrables et délais associés
- Annexe F : CPR\_2.0
- Les actes spéciaux de sous-traitance, étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

### **Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG / MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicable aux marchés publics de travaux (annexe n° 2 : travaux de bâtiment) en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 études) tel que défini dans le présent document.

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE**, les clauses du CCAG Travaux précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux sont contractuelles, sous réserve des dispositions listées ci-dessous :

- Dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, l'ordre de service doit être écrit, signé, daté et numéroté par le maître d'œuvre ou son représentant ;
- Dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de services du maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant et qui auront fait préalablement l'objet d'une validation du maître d'ouvrage, ne seront pas accompagnés d'une justification de cette validation ;
- Dérogation aux dispositions de l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, la notification des projets de décomptes intervient dans un délai de 14 jours à compter de la réception de la demande de paiement mensuel ;
- Dérogation à l'article 12.4.1 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général dans un délai de 20 jours à compter de la transmission de la demande de paiement final par le titulaire du marché de travaux ;
- Dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à dix jours ;
- Dérogation à l'article 41.1. du C.C.A.G Travaux, le maître d'œuvre procède à la réalisation des opérations préalables à la réception des travaux dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure (conformément à l'article 5.4.4. du présent CCAP).

### **Pièces délivrées au titulaire :**

Conformément à l'article 4.2.2. du CCAG MOE, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

### **Article 3 – Mission confiée au maître d'œuvre**

Le présent marché est soumis aux articles L.2410-1 et suivants et R. 2431-1 et suivants du code de la commande publique, et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

#### Remarque générale :

Le maître d'œuvre et son équipe devront, dès le démarrage des études, entrer en collaboration active avec les autres intervenants de l'opération (contrôleur technique, coordonnateur sécurité et protection de la santé, utilisateurs désignés par le maître d'ouvrage) au moyen de rencontres et de réunions périodiques qu'il provoquera.

Ils devront également prévoir et programmer autant que nécessaire au bon avancement du projet, toutes les réunions avec les instances (SDIS, Commission accessibilité, concessionnaires...), sans qu'il puisse en porter réclamation à quelque titre que ce soit.

Le représentant de l'acheteur provoquera dès les premières phases d'études de conception, des réunions de travail afin de veiller à la bonne mise au point de l'opération (tant sur les aspects fonctionnels, que techniques ou urbanistiques).

De plus, à la fin de chaque élément de mission, une revue de projet sera organisée avec l'ensemble des parties intéressées afin de vérifier le respect du projet aux différentes composantes du programme. Ces revues constituent une base objective de validation.

Le contenu de chaque élément de mission pour les éléments normalisés est celui qui figure à l'art. R.2431-1 et suivants du code de la commande publique, complété par les prescriptions du CCTP.

#### 3-1- Mission de base

Le présent marché a pour objet de confier au maître d'œuvre une mission de base. Les éléments constitutifs de cette mission sont les suivants :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de projet (PRO) et du dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Examen de la conformité au projet des études qui ont été faites par les entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

Cette mission comprend également l'établissement des dossiers et les consultations nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations de construire ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

#### 3-2 Missions complémentaires

- BET Structure / Charpente
- BET Électricité
- BET Thermique
- Mission Ergonomique ;
- Mission préparation du dossier d'enregistrement ICPE ;
- Mission CSSI : coordination des systèmes de sécurité incendie ;
- Mission OPC : ordonnancement, pilotage et coordination ;
- Mission suivi de GPA.

### **Article 4 – Modalités d'exécution du marché durant la phase études**

La durée du marché part à compter de la date de notification et s'achève à la fin de la garantie du parfait achèvement.

#### 4-1-Etablissement des documents d'études

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MOE, ces pénalités seront appliquées sur simple constat du retard, dûment notifié au titulaire par la personne chargée du suivi des travaux, en tant que représentant de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 1 000 € H.T.

Conformément à l'article 16.2.2 du CCAG MOE, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total du marché.

##### 4-1-1 Délais pour l'exécution des documents en phase d'études

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés à l'annexe E du CCTP : Liste des livrables et délais associés.

Le point de départ des différents éléments de missions est fixé par ordre de service.

Chaque élément de mission se termine à la date de remise de l'intégralité des prestations et documents dus au titre de la mission considérée (cf. annexe E du CCTP).

##### 4.1.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non-respect des délais du CCAP et de ses annexes, ou jusqu'à l'acceptation des études par le maître d'ouvrage dans le cas de rendus insuffisants, non conformes ou incomplets, le maître d'œuvre subira une pénalité de 1/2000<sup>ème</sup> du montant HT de l'élément de mission concerné par jour calendaire de retard.

En cas de retard dans la remise des rendus en phase études et chantier au regard des délais fixés à l'annexe n°1 du CCTP (durée de l'élément de mission et fréquences et/ou délais calendaires de production associés), le maître d'œuvre subira une pénalité de **100 € HT** par jour calendaire de retard.

##### 4-1-3 Pénalités pour rendus insuffisants ou non conformes ou incomplets

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de rendu d'étude jugé "insuffisant" (à savoir non conforme aux attendus décrits au CCTP), le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **100 € HT par insuffisance constatée**.

##### 4-1-4 Pénalités pour absence à une réunion

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas d'absence à une réunion à laquelle il aura été préalablement convoqué, le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **250 € HT par absence constatée**.

##### 4-1-5 Pénalités pour non-respect dans le rythme des réunions de chantier

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non-respect dans le rythme des réunions de chantier, le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **300 € HT par absence constatée**.

##### 4-1-6 Pénalités pour non-respect des jours de présence obligatoire sur le chantier/le site

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non-respect des jours de présence obligatoire sur le chantier/le site, le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **150 € HT par absence constatée**.

##### 4-1-7 Pénalités pour non-respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats au(x) marché(s) de travaux

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non-respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats au(x) marché(s) de travaux (en sus d'une possibilité de résiliation pour faute), le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **1 000 € HT par manquement**. Cette pénalité s'applique également en cas de non-respect des consignes de communication via la plate-forme PLACE pendant la phase consultation.

##### 4-1-8 Pénalités en cas de non transmission préalable des OS à la validation de la maîtrise d'ouvrage avant notification aux entreprises

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non transmission des OS à la validation de la maîtrise d'ouvrage avant notification aux entreprises, le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **1000 € HT par manquement**.

#### 4-1-9 Pénalités en cas de non transmission des réponses aux questions posées en cours de consultation dans les délais impartis

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la transmission des réponses aux questions posées en cours de consultation, le maître d'œuvre subit des pénalités dont le montant est fixé à **100 € HT par jour calendaire de retard**

De plus, si l'acheteur se retrouve dans l'obligation de décaler la date limite de remise des offres (DLRO), le maître d'œuvre encourt **une pénalité supplémentaire de 90 € HT** (correspondant au montant de la publication du report de DLRO).

### 4-2-Transmission des documents d'études par le maître d'œuvre

#### 4-2-1 Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

#### 4-2-2 Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et approbation, en **1 exemplaire informatique sur clé USB**. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Ce nombre est donné à titre indicatif et pourra être réajusté à la hausse en fonction de l'allotissement de l'opération. Le maître d'œuvre ne pourra prétendre à aucune indemnité compensatrice (frais de reproduction et d'envoi).

Les fichiers informatiques transmis au représentant de l'acheteur seront exploitables par les logiciels suivants : OFFICE (Word et Excel) pour les documents écrits et les tableaux chiffrés, Autocad version 12 pour les plans, Format Autocad (DWG) ou Microstation (DGN).

En outre, les plans devront respecter la normalisation imposée par le Ministère des Armées (charte graphique) qui sera fournie en annexe.

Les documents papiers seront pliés au format A4.

Le maître d'œuvre assurera également la diffusion d'un exemplaire des documents d'étude aux différents intervenants (AMO éventuel, Contrôleur technique, CSPS), avec lesquels il définira au préalable les conditions de transmission (exemplaires papiers et/ou informatiques).

#### 4-2-3 Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au marché.

Les éléments APS, APD, PRO, DCE et DOE feront l'objet après vérification, d'une décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement ou de rejet.

En cas de rejet des études par le représentant de l'acheteur, le titulaire devra reprendre ses études gratuitement sans pouvoir prétendre à indemnité. Le document n'étant pas admis, le titulaire subira les pénalités pour retard spécifiées ci-avant jusqu'à remise d'un document accepté.

En cas d'admission avec observations sur les études par le représentant de l'acheteur, le titulaire sera invité à reprendre certains éléments dans un délai inférieur à 15 jours calendaires à compter de la notification des remarques par le représentant de l'acheteur. Le titulaire encourt de nouveau les pénalités pour retard spécifiées ci-avant s'il dépasse ce nouveau délai. Chaque remise de document initial ou repris est susceptible de faire l'objet d'observation faisant l'objet d'un délai d'études complémentaires.

Par dérogation à l'article 20.2 du C.C.A.G MOE, la décision par l'acheteur d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus n'est assujettie à aucun délai.

A titre indicatif, les délais d'approbation pourraient être les suivants :

Document	Délais
APS	4 semaines
APD	4 semaines
PRO	3 semaines
ACT (DCE)	6 semaines

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG MOE, la présence du titulaire n'est pas requise lors des opérations de vérification.

## **Article 5 – Modalités d'exécution du marché durant la phase travaux**

### 5-1-Vérification des projets de décompte

#### 5.1.1. Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G MOE faisant référence au CCAG applicable aux marchés de travaux (article 12 du CCAG travaux), à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G MOE faisant référence au CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié. Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à **7 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

**De ce fait, le titulaire du présent marché devra se déclarer comme Maître d'œuvre sur le portail Chorus Pro afin de procéder à la vérification des projets de décompte mensuels établis par le ou les entrepreneurs.**

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### 5-1.2-Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

Conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G MOE faisant référence au CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre établit à partir de celui-ci, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG travaux, le décompte général. Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à **20 jours** à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

**De ce fait, le titulaire du présent marché devra se déclarer comme Maître d'œuvre sur le portail**



**Chorus Pro afin de procéder à la vérification des projets de décompte mensuels établis par le ou les entrepreneurs.**

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### 5-1.3- Pénalités pour retard dans la vérification des projets de décomptes.

##### *a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention*

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **100 € HT par jour de retard**.

##### *b) Pénalités encourues du fait de l'inobservation de l'obligation pour le maître d'œuvre d'informer le maître d'ouvrage de la date de réception de la demande de paiement de l'entreprise*

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, si, en cas de retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entreprises concernées, la pénalité applicable serait de **25 € HT par jour de retard**.

#### 5-2-Visa des études faites par les entrepreneurs

Le maître d'œuvre devra formuler et formaliser son avis sur tout document lié à la réalisation des ouvrages établi par les entreprises au plus **10 jours** ouvrés après leur réception, en complément des études d'exécution du maître d'œuvre lui-même.

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard de l'avis, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à **150 € HT par jour calendaire de retard**.

#### 5.3. Instruction des mémoires de réclamation

##### 5-3.1 Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Le maître d'œuvre doit constituer une analyse permettant d'assurer la défense des intérêts du maître d'ouvrage en proposant des préconisations concrètes et chiffrées et en élaborant un argumentaire ciblé et objectif des demandes du titulaire.

##### 5-3.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à **150 € HT** par jour calendaire de retard.

#### 5.4-Autres dispositions relatives à l'exécution des travaux

##### 5.4-1 Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux (DET)", le maître d'œuvre doit délivrer tous les ordres de service, conformément à l'article 1.11.3 du présent CCAP, et établir tous les procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier sur décision du maître d'ouvrage.

Les ordres de service faisant suite à une décision de l'acheteur doivent être notifiés à l'entrepreneur dans le délai maximal de **8 jours** ; ce délai est compté entre la date de l'ordre de service et celle de l'accusé de réception portée par l'entrepreneur sur l'ordre de service qu'il retourne au maître d'œuvre. La carence constatée du titulaire dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour de retard (compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement, y compris les dimanches et jours fériés) est fixé à **50 €**, par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE.

##### 5.4-2 Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 3 du présent marché, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations du marché de travaux, y compris du planning d'exécution, et ne peut y apporter aucune modification.

Toute modification, même sans incidence financière, doit faire l'objet d'avenants aux marchés.

Les modifications de travaux agréées par le maître d'ouvrage doivent faire l'objet d'études, d'un rapport de présentation et d'un projet d'avenant suivant le modèle joint au marché au stade de la notification. Ces documents sont à remettre au maître d'ouvrage, dans un délai maximal de 15 jours à compter de l'ordre de service adressé au titulaire.

En cas de retard dans la fourniture de ces documents, il sera fait application des pénalités prévues ci-dessous.

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de retard dans la fourniture de l'avenant et/ou du rapport de présentation, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **100 € HT**.

#### 5.4-3 Réunions de chantier et diffusion des comptes-rendus

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, en cas de non tenue des réunions de chantier définies à l'article 7.2 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité fixée à **150 € HT** par réunion non tenue ; la même pénalité sera appliquée pour retard à la réunion de chantier.

En cas de non diffusion du compte-rendu de la réunion de chantier dans un délai de 2 jours suivant la réunion, le titulaire encourt une pénalité fixée à **100 € HT par jour de retard**.

#### 5.4.4. Procès-verbaux des OPR

Conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G MOE faisant référence au CCAG Travaux (article 41.1 du CCAG travaux), le maître d'œuvre procède à la réalisation des opérations préalables à la réception des travaux dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

Conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G MOE faisant référence au CCAG Travaux, le procès-verbal des opérations préalables à la réception comporte l'ensemble des dispositions fixées à l'article 41.2 du CCAG travaux et la liste chiffrée de l'ensemble des prestations prévues dans les documents techniques du marché et qui n'ont pas été exécutées conformément à l'article 41.5 du CCAG travaux.

La carence constatée du titulaire dans l'application de la disposition ci-dessus expose celui-ci à l'application d'une pénalité, par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, dont le montant par jour de retard (compris entre la date de réception des propositions du titulaire au représentant de l'acheteur et celle où cette liste chiffrée a été réellement communiquée au représentant de l'acheteur, y compris les dimanches et jours fériés) est fixé à **150 € HT**.

#### 5.4.5. Dossiers de fin de travaux (DOE - DUEM)

##### 5.4.5.1. Délai d'intervention du maître d'œuvre

Dans le cadre de l'élément de mission d'Assistance aux Opérations de Réception (AOR), le maître d'œuvre devra réaliser le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Le délai pour la remise du DOE au représentant de l'acheteur est fixé à 4 semaines à compter des OPR.

En complément du DOE, le maître d'œuvre est chargé de réaliser le carnet d'entretien et le carnet de vie. Le délai pour la remise de ces documents est fixé à 4 semaines à compter de la remise au maître d'œuvre du DIUO.

##### 5.4.5.2. Pénalités

En cas de retard dans la remise des dossiers de fin de travaux (DOE) le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à **200 € HT** par jour calendaire de retard, par

dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE.

#### 5.5. Autres pénalités.

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, les pénalités suivantes sont applicables :

<b>PENALITES DIVERSES</b>	
<b>Objet</b>	<b>Montant en € HT</b>
<b>Sous-traitance illégale</b>	
<i>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour <b>sous-traitance constatée n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement</b>. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur.</i> <i>Le titulaire est tenu d'inclure dans le contrat sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du contrat sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le chantier.</i>	1500 €
<b>Lutte contre le travail dissimulé</b>	
<i>Lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</i> <i>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.</i>	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
<b>Manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel</b>	
<i>Pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnel</i>	1 000 € / constat

### **Article 6 - Forfait de rémunération**

#### 6-1-Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est le produit du taux de rémunération **t** fixé à l'article 2.3 de l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre.

Le montant du marché, fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions de l'article R 2432-7 du code de la commande publique.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif (APD) et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux. L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération.

A l'APD, lorsque l'estimation du coût des travaux évolue, tout en restant conforme au seuil de tolérance, il n'y a aura pas d'avenant aux honoraires.

#### 6-2-Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération. Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

## Article 7– Engagement du maître d'œuvre.

### 7-1-Engagement du maître d'œuvre avant la passation des marchés de travaux

#### 7-1-1 Enveloppe financière prévisionnelle (C<sub>0</sub>)

L'enveloppe financière prévisionnelle (C<sub>0</sub>) affectée aux travaux décrits au programme et acceptée par le Maître d'ouvrage est de **18 516 000,00 euros HT**.

#### 7-1-2 Estimation du coût prévisionnel des travaux (C<sub>p</sub>), établie par le maître d'œuvre et engagement à l'APD

Le coût prévisionnel des travaux est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage dans le respect des objectifs fonctionnels et techniques du maître d'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (C<sub>p</sub>), actualisé.

Par dérogation à l'article 13.2. du CCAG MOE, cette estimation est assortie d'un taux de tolérance de **3% (X1)**.

**Le seuil de tolérance (St1) est égal au coût prévisionnel des travaux (C<sub>p</sub>) majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance défini ci-avant.**

$$St1 = C_p + (C_p * X1)$$

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

#### 7-1-3 Evolution du forfait de rémunération à l'APD

Les conséquences de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle seront prises en compte par voie d'avenant.

Un ordre de service sera émis par le représentant de l'acheteur après notification dudit avenant, celui-ci fera mention du coût prévisionnel des travaux validé (C<sub>p</sub>) et du forfait de rémunération réajusté conformément à l'article 14.1 du CCAG MOE.

L'ensemble des règlements demandés par le maître d'œuvre se fera sur la base du forfait initial, jusqu'à notification dudit avenant.

En cas de désaccord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur ce nouveau forfait, une négociation s'ouvre entre les deux parties et, pour ne pas entraver le bon déroulement du marché, un ordre de service transitoire sera émis par le représentant de l'acheteur au maître d'œuvre afin de poursuivre la mission.

#### 7-1-4 Coût de référence des travaux (C<sub>t</sub>) à l'issue de la consultation des entreprises

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation relative aux marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux (C<sub>t</sub>) tel qu'il résulte de la consultation. Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index **BT 01** pris respectivement au mois Mo des offres travaux et au mois m0 des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux ou négocier dans le cas de marchés passés selon la procédure adaptée.

Il peut également demander la reprise des études. Conformément à l'article R. 2432-3 du code de la commande publique, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de **15 jours** suivant la demande. Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises ou le cadre de négociation dans un délai de **15 jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Dans tous les cas, aucune pénalité financière ne peut être appliquée à ce stade.

#### 7-2-Engagement du maître d'œuvre après la passation des marchés de travaux

##### 7-2-1 Coût de réalisation des travaux (Cr)

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Ce coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois précédent le mois de la remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

##### 7-2-2 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Par dérogation à l'article 13.2. du CCAG MOE, le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **3 % (X2)**.

**Le seuil de tolérance (St2) est égal au coût de réalisation (Cr) des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance définis ci-avant.**

$$\text{St2} = \text{Cr} + (\text{Cr} * \text{X2})$$

##### 7-2-3 Comparaison entre réalité et tolérance – Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Le coût final constaté (Cc) déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors révisions de prix et hors coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

En cas de dévolution en marché unique, les frais de coordination des travaux sont inclus dans le montant de l'enveloppe financière annoncée par le maître de l'ouvrage C0 dans le coût prévisionnel des travaux C et enfin dans le coût de réalisation des travaux Cr ; ils figurent donc aussi dans le coût constaté Cc.

Par dérogation à l'art. 16.2.3 du CCAG MOE, si le coût constaté (Cc) est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 7.2.2 du présent CCAP, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement multiplié par deux.

$$P = t (Cc-St2)$$

Cependant, conformément à l'article R.2432-4 du code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

#### 7-2-4 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs non imputables à la maîtrise d'œuvre) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 7.2.2, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR).

### **Article 8 – Règlement des comptes du maître d'œuvre**

#### 8-1-Avance

L'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G MOE s'applique au présent marché.

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Elle est égale au produit suivant :

$$20\% \times (\text{montant du marché} \times 12 / N)$$

N étant la durée du marché (GPA comprise) exprimée en mois.

Conformément à l'article R2191-7 du CCP, ce taux est porté à 30%, lorsque le titulaire est une PME mentionnée à l'article R2151-13.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, qui figure à une facture mensuelle atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des prestations dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par l'article R.2191-3 du code de la commande publique pour le versement de l'avance. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque membre du groupement est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par l'article R.2191-3 du code de la commande publique pour le versement de cette avance. Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Conformément à l'article R.2193-20 du Code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article R. 2191-11 du Code.

#### 8-2-Acomptes

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques selon l'échéancier déterminé à l'article 8-3 du présent CCAP.

La demande d'acompte est établie par le titulaire.

### 8-3 Echancier de paiement des acomptes

#### Missions de base

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
DCE/ACT	50 % à la validation du DCE + 40% à la remise du rapport d'analyse des offres + 10 % à la notification des marchés de travaux
VISA	30% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  70 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	35 % aux dates de réception par le représentant de l'acheteur des procès-verbaux des opérations préalables à la réception.
	30 % à la levée des réserves
	35 % à la validation du DOE par le maître d'ouvrage

#### Missions complémentaires

##### BET Structure / charpente

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
DCE/ACT	50 % à la validation du DCE + 40% à la remise du rapport d'analyse des offres + 10 % à la notification des marchés de travaux
VISA	30% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  70 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	35 % aux dates de réception par le représentant de l'acheteur des procès-verbaux des opérations préalables à la réception.
	30 % à la levée des réserves
	35 % à la validation du DOE par le maître d'ouvrage

**BET Electricité**

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
DCE/ACT	50 % à la validation du DCE + 40% à la remise du rapport d'analyse des offres + 10 % à la notification des marchés de travaux
VISA	30% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  70 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	35 % aux dates de réception par le représentant de l'acheteur des procès-verbaux des opérations préalables à la réception.
	30 % à la levée des réserves
	35 % à la validation du DOE par le maître d'ouvrage

**BET Thermique**

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
APD	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
DCE/ACT	50 % à la validation du DCE + 40% à la remise du rapport d'analyse des offres + 10 % à la notification des marchés de travaux
VISA	30% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  70 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	35 % aux dates de réception par le représentant de l'acheteur des procès-verbaux des opérations préalables à la réception.
	30 % à la levée des réserves
	35 % à la validation du DOE par le maître d'ouvrage

**AMO Ergonome**

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du rapport d'analyse ergonomique, de l'étude de faisabilité et des schéma et plans ergonomiques par le maître d'ouvrage
APD	100 % à l'approbation du rapport de conformité et du cahier des charges ergonomiques par le maître d'ouvrage



PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
VISA	20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  80 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	100% à l'approbation des manuels et guides d'utilisation et du rapport final d'assistance ergonomique par le maître d'ouvrage

#### AMO ICPE

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
APS	100 % à l'approbation du rapport d'analyse des données environnementales et du dossier de présentation du projet d'enregistrement par le maître d'ouvrage.
APD	60 % lors du dépôt du dossier d'enregistrement 40 % après rectifications suite au retour du dossier
PRO	100 % à l'approbation du cahier des charges environnementales et des rapport de conception par le maître d'ouvrage
VISA	20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  80 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	100% à l'approbation du rapport final d'assistance environnementale par le maître d'ouvrage

## Coordination SSI

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
PRO	100 % à l'approbation du maître d'ouvrage
VISA	20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  80 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	100% à l'approbation du dossier d'identité SSI par le maître d'ouvrage

## Ordonnancement Pilotage Contrôle (OPC)

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
ACT	100 % à l'approbation calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
VISA	20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises et qui sont présentées au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation des travaux  80 %/n (n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier) Sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
DET	10% à l'issue de la période de préparation – 70 % DET/n (n étant le nombre de mois de travaux) – 20% après acceptation de la facture finale sans réserves par les entreprises ou à l'issue du délai d'instruction des mémoires de réclamations lorsque la facture finale est retournée avec réserve.
AOR	100% à la fin de la levée des réserves

## Suivi Garantie de Parfait Achèvement (GPA)

Les prestations incluses dans les éléments de missions assistance au suivi de GPA sont réglées à l'achèvement complet des prestations s'y rapportant.

### 8-4- Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché. L'annexe 1 de l'acte d'engagement indique la répartition de la rémunération par élément de mission, elles indiquent également la répartition des honoraires entre contractants.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments d'ESQ, APS et APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

A la passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant de l'acompte relatif aux éléments énumérés ci-avant.

En cas de refus du permis de construire ou d'autres autorisations administratives imputables au maître d'œuvre, aucune rémunération complémentaire n'est accordée à ce dernier par la personne publique pour la reprise des études en vue d'une nouvelle demande de permis de construire ou autres autorisations.

#### 8-5- État d'acompte

L'état d'acompte établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A. Il est établi à partir de la facture périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale des divers éléments à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles notamment pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude, calculées conformément aux dispositions du présent C.C.A.P.
- Les autres pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché.

#### 8-6- Paiement partiel et solde

Chaque élément de mission décrit aux articles 3.1 et 3.2 du présent C.C.A.P. donnera lieu à paiement partiel définitif.

##### 8-6-1 - Paiement partiel

###### Facture partielle

Après admission des éléments de mission décrits aux articles 3.1 et 3.2 du présent C.C.A.P., le titulaire remet au représentant de l'acheteur une facture des sommes dont il demande le paiement. Cette facture comporte notamment une récapitulation des acomptes versés et, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture.

Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

###### Paiement partiel

Le montant de la facture est établi par le représentant de l'acheteur. Il correspond au montant des sommes dues au titulaire, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des acomptes payés pour chaque élément de mission.

##### 8-6-2 Solde

###### Facture finale

Après constatation de l'achèvement de chaque élément de mission dans les conditions prévues aux articles 4 et 5 du présent C.C.A.P., le titulaire adresse au représentant de l'acheteur une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture finale. Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

###### Solde

Par dérogation aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG MOE et après réception de la facture finale et constatation de l'achèvement des prestations de chaque élément de mission dans les conditions prévues aux articles 4 et 5, le représentant de l'acheteur admet l'élément de mission par décision et met en œuvre son paiement final et définitif.

#### 8-7 - Présentation des factures

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

**Le titulaire envoie ses factures sous forme électronique via le portail Chorus Pro**, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE : D10711L078 ;**
- **le numéro SIRET ETAT 13000190200167 ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures seront déposées dans l'onglet « Factures de travaux ». Pour toutes questions relatives au paiement des factures, écrire à l'adresse suivante :

[sid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr](mailto:sid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr)

- Le comptable assignataire chargé des paiements est :
- Direction Départementale des Finances Publiques des Landes**  
**Service dépenses militaires – B.P. 20175**  
**40003 Mont de Marsan Cedex**

Le délai de paiement ne court qu'à compter de la réception des factures conformes aux spécifications du marché.

Le paiement sera effectué après réception d'une facture qui comportera obligatoirement outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier, son numéro de SIRET ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal (figurant dans l'acte d'engagement) ;
- Le nom et l'adresse du service destinataire ;
- Le numéro, l'objet et la date du marché et de chaque avenant éventuel ;
- Les prestations effectuées par le titulaire depuis le début du marché, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA ;
- La prestation exécutée ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total toutes taxes comprises des prestations.

#### 8-8- Délais globaux de paiement

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable.

A titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation en vigueur applicable, le délai global des paiements interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

#### 8-9-Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus et correspondent au montant fixé par la réglementation en vigueur.

#### 8-10-Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

L'acte d'engagement et ses annexes indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels,
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants éventuels.

##### 8-10-1. En cas de cotraitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G MOE.

#### **Paiement des cotraitants**

La signature de la facture par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant du groupement conjoint, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminé à partir de la facture afférente au corps d'état assigné à ce cotraitant.

#### 8-10-2. En cas de sous-traitance.

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subcllic.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, Le titulaire est tenu de compléter l'article 7 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

#### **Païement direct des sous-traitants**

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en un exemplaire à la facture, une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et exclu la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, ce dernier joint en double exemplaire à la facture une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TVA.

#### **Article 9 – Modalités de variation des prix**

##### 9-1 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 de la remise des prestations figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En cas de négociation, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois où la négociation a été finalisée et au cours duquel le titulaire a signé sa dernière proposition de prix. Ce mois est appelé " mois zéro ".

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

##### 9-2-Révision du prix du marché de maîtrise d'œuvre

Les prix du présent marché sont révisibles, dans les conditions ci-après. La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{Im}{Io}$$

Dans laquelle :

- **Io** est l'index **INGENIERIE (ING)** du mois m0 Etudes (mois d'établissement du prix) ;
- **Im** est l'index **INGENIERIE (ING)** du mois m, mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

## **Article 10 – Fin de la mission du maître d'œuvre**

### 10-1-Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de missions tels que définis à l'article 4.1.1 du présent CCAP. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt des prestations emportera la résiliation du marché dans les conditions de l'article 32 du CCAG MOE.

### 10-2- Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le SID IDF peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de le SID IDF qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service d'achat qui lui a notifié le marché.

### 10-3-Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché selon les dispositions des articles 27 à 34 du CCAG MOE.

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas, prévu aux articles 30 et 31 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG MOE, le marché peut être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 7 du présent marché ou bien dans le cas d'une procédure infructueuse, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG MOE, le marché peut être résilié dans le cas où le maître d'ouvrage signale des rendus incomplets, insuffisants ou inadaptés à au moins deux phases de rendus. Ces constats étant notifiés par mise en demeure préalable auprès du titulaire. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation au titulaire.

Conformément à l'article 31 du CCAG MOE, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

## **Article 11 – Propriété intellectuelle**

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 22 du C.C.A.G. MOE.

### 11.1. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 23.1 du C.C.A.G. MOE, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 23.2 du C.C.A.G. MOE.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

### 11.2. Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans le marché.

### 11.3. Régime des résultats

Les stipulations de l'article 24 du C.C.A.G. / MOE sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation aux articles 24.6.1 et 24.6.3 du CCAG MOE, en raison de la nature des prestations, l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter ou publier, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion du marché.

## **Article 12 – Modifications apportées en cours d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre.**

### 12-1 Nature des modifications

Les modifications apportées, soit en phase conception, soit en phase réalisation, relèvent d'une des trois catégories ci-après :

- 1e catégorie : Modifications ne résultant pas d'une modification du besoin initial : imprévions ou imprécisions de la maîtrise d'œuvre, erreur dans la direction de l'exécution des travaux.
- 2e catégorie : Modifications résultant d'une modification du besoin initial : ces modifications doivent être demandées par le maître d'ouvrage ou acceptées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.
- 3e catégorie : Modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage par suite d'un événement qui relèverait de la théorie de l'imprévision au sens de la circulaire du 20 novembre 1974.

## 12.2 Rapport du maître d'œuvre

Quelle que soit la nature de la modification, le maître d'œuvre établit, dans les 10 jours qui suivent le fait générateur ou la révélation d'une difficulté, un rapport au maître d'ouvrage précisant :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- la ou les solutions que propose le maître d'œuvre ;
- les conséquences techniques de chaque solution ;
- l'estimation financière des travaux à réaliser ;
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation des travaux ;
- l'avis de classement dans l'une des catégories de modifications visées ci-avant ;
- l'éventuelle incidence financière sur la rémunération du titulaire.

## 12.3 Décision du maître de l'ouvrage

La décision du maître d'ouvrage est notifiée au titulaire dans les 15 jours suivant la présentation du rapport.

En cas de modifications du besoin initial décidées par le maître d'ouvrage, le contrat de maîtrise d'œuvre fait l'objet d'un avenant pour déterminer – par la négociation – les incidences éventuelles tant sur les délais que sur le coût prévisionnel des travaux et la rémunération correspondante du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'art. 14.2 du CCAG MOE, faute d'accord permettant la conclusion d'un avenant, il est statué par décision de l'acheteur ; cette décision est susceptible de recours dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 35 du CCAG-MOE.

## 12.4 Conséquences des modifications en phase conception

### *a) Modifications de 1e catégorie.*

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation du projet au besoin initial sans modification de l'enveloppe financière (APS et APD inclus) ou du coût prévisionnel des travaux (PRO), ni supplément de rémunération.

### *b) Modifications de 2e et 3e catégorie.*

Ces modifications peuvent donner lieu à modification de l'enveloppe financière travaux initiale ou du coût prévisionnel des travaux et du forfait de rémunération. L'absence de rapport établi par le titulaire dans les conditions prévues au 12.2 ci-avant entraîne le renoncement du maître d'œuvre à ces dispositions.

Conformément aux dispositions du 12.3 ci-avant, le maître de l'ouvrage notifie sa décision accompagnée le cas échéant d'une proposition d'avenant qui prend en compte les modifications concernées et qui détermine les incidences financières éventuelles portant soit sur l'enveloppe financière travaux initiale, soit sur le coût prévisionnel des travaux, ainsi que sur la rémunération du titulaire.

Le forfait de rémunération et l'enveloppe financière travaux ou le coût prévisionnel des travaux doivent figurer dans l'avenant aux conditions économiques du mois Mo (Mo études) fixé dans l'acte d'engagement.

Les études devenues caduques suite à des suppressions de prestations du besoin initial sont rémunérées à hauteur des études réellement effectuées.

Les autres études sont rémunérées en fonction des éléments de mission à réaliser et des taux élémentaires figurant dans l'acte d'engagement. Le point de départ des études correspondantes commence à l'élément de mission immédiatement postérieur à celui pendant lequel se produit la notification de la décision de l'acheteur de modification des prestations.



## 12.5 Conséquences des modifications en phase exécution des travaux

### *a) Modifications de 1e catégorie.*

Le maître d'œuvre conduit les études nécessaires à l'adaptation des marchés de travaux sans modifications du coût de réalisation des travaux, ni supplément de rémunération.

Dans les 15 jours suivant la présentation du rapport prévu au 5.4.2 ci-avant, le maître d'ouvrage notifie sa décision sur les modifications, et éventuellement le montant des retenues provisoires à effectuer sur les prochains acomptes en application des dispositions de l'article 8.2 du présent CCAP.

Ces modifications de 1e catégorie sont comptabilisées dans le calcul du coût constaté à comparer avec le coût de réalisation des travaux.

### *b) Modifications de 2e et 3e catégorie*

Ces modifications peuvent donner lieu à évolution du forfait de rémunération si leurs cumuls dépassent le seuil de 3% en plus ou en moins de la valeur initiale du coût de réalisation des travaux (valeur Mo Travaux) en application de l'art. 7-2 du présent CCAP.

En dehors de la clause prévue au premier alinéa du présent paragraphe, les modifications sont prises en compte dans le cadre d'un avenant conformément aux dispositions des articles 14 du CCAG-MOE et 5.4.2 du présent CCAP. Cet avenant prend en compte les modifications décidées par la maîtrise d'ouvrage ainsi que les incidences en résultant en matière de délais, de coût de réalisation des travaux et de rémunération correspondante.

## **Article 13 – Obligation de transmission de documents.**

### 13-1. Assurances.

Dans un délai de **quinze jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.  
Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.  
Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.  
Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de sa facture finale.
- d'une assurance garantissant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ; au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 9 du C.C.A.G MOE (mentionné également à l'article 8 du C.C.A.G Travaux). Cette garantie est d'au moins 1 500 000 Euros par sinistre pour les dommages matériels, du même montant minimum pour les dommages immatériels consécutifs ou non, et de 4 500 000 Euros par sinistre pour les dommages corporels.
- d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

### 13-2. Application de la réglementation du travail

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://portal.aprovall.com/app>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 30.1.a) du C.C.A.G MOE. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## **Article 14 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Le règlement des différents et litiges s'opère en application de l'article 35 du CCAG MOE.

## **Article 15 - EXECUTION DES PRESTATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2112-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

### 15-1. Clauses environnementales

L'opération est menée dans le cadre d'une démarche globale de qualité environnementale. Le maître d'œuvre devra prévoir notamment l'utilisation de matériaux éco-labélisés, ainsi qu'une performance énergétique et environnementale du bâtiment conformément au programme de l'opération, et selon la réglementation en vigueur à la notification du présent marché.

### **Charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)**

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

### **Démarches environnementales**

Le titulaire met en œuvre les actions suivantes en fonction de leur pertinence par rapport au programme :

- Favoriser le réemploi, la réutilisation, le reconditionnement des matériaux, l'intégration de matières recyclées et le recyclage ;
- Utiliser des matériaux à faible empreinte environnementale comme des matériaux biosourcés ou géosourcés ;
- Recourir à la filière courte ;
- Réduire les impacts sur la biodiversité ;
- Élaborer une stratégie d'efficacité énergétique sur l'ensemble de la zone technique ;
- Utiliser l'amélioration passive du confort d'été ;
- Assurer la gestion et la traçabilité des déchets au cours de l'opération ;
- Prise en compte des objectifs de développement durable dans la conception et l'élaboration des ouvrages et leur coût de maintenance.

Le titulaire s'engage à :

Au stade du DCE :

- Favoriser le réemploi des matériaux issus de la démolition directement sur le chantier ; les actions entreprises seront reportées dans le bilan de fin de chantier ;
- Imposer dans la rédaction des contrats dont ils ont la charge directement ou indirectement, la mise en œuvre de méthodes de réalisation des prestations répondant à des objectifs de développement durable :
  - Prise en compte de la diminution des rejets de CO<sub>2</sub> ;
  - Recyclage des consommables ;
  - Formation des salariés aux exigences environnementales ;
  - Respect de la biodiversité présente dans le monument historique, notamment pour les espèces protégées (liste UICN) ;
  - Respect de la convention CITES de 1973 et de ses annexes I, II, III, en particulier sur l'origine des bois d'œuvre.

S'agissant de la gestion des déchets, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Au stade de l'exécution des travaux :

- S'assurer, conformément à l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement, de la bonne exécution des opérations, par le producteur de déchets, de la caractérisation des déchets, et de la prise de toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transports ;
- Sensibiliser l'ensemble de son personnel et des personnels des entreprises de travaux présentes sur le chantier, avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux bonnes pratiques de gestion des déchets et de respect de l'environnement ;
- S'assurer du maintien d'un chantier propre pendant l'exécution des travaux.

Au stade de l'assistance aux opérations de réception :

- Vérifier le respect des interdictions réglementaires, au rang desquelles figurent notamment l'interdiction de brûler des déchets issus directement ou indirectement du chantier, l'interdiction d'abandonner ou d'enfouir des déchets sur ou en dehors du chantier et l'interdiction de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

## Article 16 - Dérogations au CCAG MOE

Les dérogations apportées aux articles du CCAG MOE sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 13.2 du CCAG MOE par l'article 2.4 de l'acte d'engagement ;
- Dérogation aux articles 3.8.1, 3.8.2 et 14.2 du CCAG MOE par l'article 1.11.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG MOE par l'article 1.11.3 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG MOE par l'article 2 du CCAP ;
- Dérogation aux articles 16.2.4 et 16.2.1 du CCAG MOE par l'article 4.1 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE par les articles 4.1.2, 4.1.3, 4.1.4, 4.1.5, 4.1.6, 4.1.7, 4.1.8, 4.1.9 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE par l'article 4.2.1 du CCAP ;
- Dérogation aux articles 20.2 et 20.5 du CCAG MOE par l'article 4.2.3 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE par les articles 5.1.3, 5.2, 5.3.2, 5.4.1, 5.4.2, 5.4.3, 5.4.4 et 5.4.5.2 et 5.5 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 13.2 du CCAG MOE par l'article 7.1.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 13.2 du CCAG MOE par l'article 7.2.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE par l'article 7.2.3 du CCAP ;
- Dérogation aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG MOE par l'article 8.6.2 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 30 du CCAG MOE par l'article 10.3 du CCAP ;
- Dérogation aux articles 24.6.1, et 24.6.3 du CCAG MOE par l'article 11.3 du CCAP ;
- Dérogation à l'article 14.2 du CCAG MOE par l'article 12.3 du CCAP ;

**ANNEXE A.**

**Liste des documents portant la mention « Diffusion Restreinte ».**

La liste sera transmise ultérieurement via avenant